



SPIP MOBILISES A LILLE LE 9 JUIN 2016



ON NE LACHERA RIEN !!!

Après 4 mois de mouvement social dans les Services pénitentiaires d'insertion et de probation, le Ministère de Justice et l'administration pénitentiaire se sont enfin décidés, sous la pression des professionnels, à ouvrir des négociations avec l'intersyndicale CGT – FSU - CFDT.

Lors de la première réunion de concertation du 24 mai 2016, il ne nous a été apporté que de vagues propositions, sans aucun chiffrage ni calendrier de négociation précis.

Il est également inacceptable pour l'intersyndicale que l'administration profite de ces discussions pour essayer de contraindre d'avantage l'organisation du travail, quand la profession est mise sous tension depuis des années par la multiplication de réformes sans réelles contreparties.

NOS REVENDICATIONS SONT CLAIRES

- **Suppression de la pré affectation dès la prochaine promotion de CPIP.**
- **Accès à la catégorie A type pour les CPIP et A+ pour les DPIP**
- **Remise à niveau immédiate du dispositif indemnitaire et l'abrogation du RIFSEEP.**
- **Plan de recrutement permettant un véritable renforcement des ressources humaines dans les SPIP, inscrit dans le plan de finances 2017**
- **Égalité de traitement des assistants de service social ayant intégré le corps de CPIP pour le calcul de la pension à la retraite.**

PARCE QUE LA REALITE, C'EST :

- l'indigence de la formation initiale dont le poids est assumé par des services déjà en grandes difficultés
- un statut inadapté aux missions confiées et au niveau de responsabilités
- des charges de travail en augmentation constante sans que les plans de recrutement n'aient résorbé le retard accumulé
- la sous dotation financière des services dans un contexte de restrictions budgétaires et d'accroissement du coût de la gestion des établissements
- la perte de sens de nos métiers sous la pression d'une bureaucratie galopante au détriment de l'accompagnement des publics pris en charge

La seconde réunion prévue le 9 juin a été reportée « *de quelques jours* » selon l'Administration, sans qu'aucun motif réel n'ait été avancé, signe d'un mépris affiché. Il est donc plus que jamais nécessaire de maintenir la pression sur une administration dépassée par un mouvement social qu'elle a elle-même provoqué, en traitant par l'ignorance et le mépris la filière insertion et probation. **Il n'est pas question qu'elle cherche à gagner du temps ni à détourner le débat pour**

- sacrifier la formation initiale sur l'autel de considérations budgétaires quand la reconnaissance de la profession – et à travers elle de politiques pénales progressistes – passe par une formation ambitieuse et reconnue au-delà de la seule administration pénitentiaire.
- ressortir du placard ses vieux projets de soumission à l'article 10 quand la profession est déjà soumise à un statut spécial archaïque datant de la guerre d'Algérie
- discuter d'une réforme statutaire en contrepartie d'une révision du sens de notre métier et d'une fuite en avant sécuritaire visant à faire des professionnels des agents de renseignement au détriment de la relation avec les publics pris en charge
- laisser nos collègues assistants de services sociaux privés de leurs droits à la retraite après des années de loyaux services

NOUS EXIGEONS L'OUVERTURE IMMEDIATE DE VRAIES NEGOCIATIONS ET UN CALENDRIER PRECIS

De plus, alors que les professionnels en mouvement assurent malgré tout la continuité du Service Public, il est nécessaire de répondre par la mobilisation et la solidarité à la répression d'une administration incapable de penser autrement qu'à coup de menaces, de pressions, de sanctions financières et disciplinaires.

Monsieur Urvoas, vous qui qualifiez cette mobilisation « d'extrêmement digne », faite en sorte de mettre un terme à l'indignité avec laquelle l'administration pénitentiaire traite ses personnels !!!

C'est ça, la « Justice du 21^{ème} siècle » ...

**Les agents mobilisés des
SPIP de la DISP de Lille
affirment leur totale
solidarité avec les collègues
de Loire Atlantique, des
Bouches du Rhône et de
Seine et Marne, sanctionnés
sans autre forme de procès
pour avoir simplement exigé
de pouvoir exercer
dignement leurs missions**

NOUS APPELONS LES PROFESSIONNELS DES SPIP DE LA DISP DE LILLE A SE REUNIR EN ASSEMBLEE GENERALE

**A LA BOURSE DU TRAVAIL DE LILLE – Boulevard de l'Usine
LE 9 JUIN 2016 A 10H00**

**ET A SE RASSEMBLER AUX ABORDS DE LA DIRECTION
INTERREGIONALE A PARTIR DE 13H00**

Une conférence de presse sera organisée devant la Direction Interrégionale, et nous y invitons Monsieur le Directeur Interrégional pour débattre avec les professionnels des SPIP réunis de ses affirmations dans « La Voix du Nord » le 16 avril 2016.